



C E T R I

ANALYSE 2019  
20 décembre

Centre tricontinental

## INDONESIE : UNE SOCIÉTÉ CIVILE PRISE ENTRE DEUX FEUX

Amalinda Savirani

**La société civile indonésienne a connu un réel essor ces vingt dernières années. Son bilan demeure toutefois mitigé. Les espoirs soulevés par l'élection de Jokowi à la présidence du pays ont été déçus. Face à la baisse de croissance, le gouvernement privilégie les intérêts économiques dominants. Les militants des droits humains subissent la double contrainte d'un État de plus en plus pragmatique et d'une société de plus en plus conservatrice.**

Deux décennies après la *reformasi* (avec la chute de Suharto en 1998), les mouvements et les organisations de la société civile n'ont cessé de se multiplier en Indonésie. Ils ont élargi leurs thématiques et leur périmètre d'action. Et ils sont même parvenus à inspirer de nouvelles législations. Le résultat de leur action demeure toutefois mitigé : des progrès et des revers. Cet article analyse les rapports entre l'État et les mouvements de la société civile en Indonésie, en particulier sous la présidence de Joko Widodo (Jokowi).

Ce président avait la réputation d'être un homme ouvert d'esprit et attaché aux principes de bonne gouvernance. Son élection en 2014 avait dès lors suscité beaucoup d'espoir parmi les militants de la société civile. Mais deux ans à peine après son arrivée au pouvoir, observateurs et commentateurs percevaient déjà un changement de cap. Sa réticence à inscrire en priorité les droits humains à son agenda politique semble maintenant leur donner raison.

En Indonésie, deux registres d'explication rendent compte de la dynamique entre l'État et la société civile. Le premier regroupe les facteurs « externes », l'autre les facteurs « internes ». Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas mutuellement exclusifs. Les premiers ont trait à l'orientation politique du régime, au rôle des bailleurs de fonds internationaux et à la montée du conservatisme dans la société. Les seconds renvoient à la dynamique propre de ces mouvements et à la multitude de causes qu'ils défendent.

### Ouvrir la voie avec plus ou moins de succès

Dans l'Indonésie post-Suharto, les organisations de la société civile ont connu un développement sans précédent tant en nombre qu'en problématiques couvertes. Cette évolution a été rendue possible par la levée des restrictions sur les droits politiques. Les mouvements peuvent désormais se réunir, même si ces droits tendent à être contestés par le pouvoir, lequel cherche également à limiter le rôle des organisations syndicales dans la fixation de la norme salariale.

Le fait que de nombreux militants aient réussi à obtenir un accès au bureau présidentiel laisse supposer qu'ils exercent aujourd'hui une influence sur la prise de décision. De fait, le pouvoir a accédé à de nombreuses demandes émanant de la société civile. Ainsi, en juin 2019, Jokowi a amnistié Baiq Nuril, emprisonnée pour avoir dénoncé un cas d'harcèlement sexuel. Il s'agit là de la première amnistie accordée par un président pour une affaire de ce type. Selon la Commission des droits des femmes, le harcèlement ne cesse d'augmenter dans le pays. En 2016, plus de 265000 cas ont été recensés.

En dépit de la persistance de ce phénomène, de nature structurelle, la décision du régime de se ranger du côté des femmes dans ce combat a été considérée comme une grande victoire pour les mouvements féministes.

En 2015, le président a également initié un lent processus de certification visant à délivrer pas moins de 80 millions de titres fonciers pour les paysans sans terre. Trois ans plus tard, 9,3 millions de certificats avaient été distribués, soit davantage que les 7 millions visés. Selon des militants du droit à la terre, le président n'a toutefois donné la priorité qu'à des terres non litigieuses, faisant l'impasse sur les milliers de terrains en litige, occupés et exploités généralement par les groupes les plus marginalisés. Ce programme n'a donc pas répondu aux difficultés structurelles auxquelles les paysans sont confrontés depuis des décennies.

Que dire alors des nombreux problèmes laissés en suspens? Dans bien des conflits et sur bien des points, aucune avancée réelle n'a été enregistrée. Il en va ainsi des poursuites engagées contre un militant qui avait critiqué les liens entre le gouvernement local de Belitung – une île située à l'est de Sumatra – et l'exploitation illégale d'étain. Mais aussi des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la politique publique du logement pour les plus démunis ou encore de la non-prise en compte des avertissements des mouvements écologistes sur les dangers des zones minières abandonnées.

### **Infrastructures d'abord, droits humains ensuite**

Les progrès et les reculs enregistrés par les mouvements de la société civile sont conditionnés par les orientations politiques et économiques du président Jokowi. Grâce à son administration exemplaire en tant que maire de la petite ville de Solo et gouverneur de Jakarta, le président avait soulevé beaucoup d'espoir parmi les observateurs et les universitaires. Après trois années de pouvoir, il prit cependant une tout autre direction, en se concentrant sur le développement économique et, en particulier, sur l'amélioration des infrastructures, aux dépens des droits humains. Les chercheurs qualifient ce tournant de « nouveau développementalisme »

Au cours des années 1970 et 1980, le « développementalisme » fut très populaire en Asie du Sud-Est, y compris en Indonésie. Cette stratégie visait essentiellement à permettre aux pays ayant connu un développement tardif de rattraper leur retard économique. Et cela passait alors par une série de conditions : un pouvoir soutenu par l'armée, une administration efficace et une restriction des libertés civiles. En Indonésie, cette stratégie a été fructueuse. Affichant au début des années 1990 un taux de croissance économique élevé, le pays était alors considéré comme l'un des principaux miracles économiques de l'Asie du Sud-Est. Mais, tout cela a eu un coût : les droits politiques ont été sacrifiés sur l'autel de la modernisation.

Jokowi a adopté en partie cette stratégie sans pour autant s'attaquer de manière frontale aux droits politiques. Sa décision de donner la priorité au développement des infrastructures tenait avant tout aux mauvais résultats macroéconomiques de la décennie écoulée. Durant la présidence de Yudhoyono, le pays avait connu une forte croissance grâce à la hausse du prix des matières premières sur le marché mondial. Mais dès que les prix ont commencé à chuter, sous la présidence de Jokowi, la croissance a amorcé un déclin. Le manque de compétitivité du pays, en raison de la piètre qualité de ses infrastructures, fut alors jugé responsable de cette situation. Aussi, l'amélioration de ces infrastructures est-elle devenue un champ d'action prioritaire.

Entre 2017 et 2019, les investissements publics dans le secteur ont augmenté de 18,5%. En 2019, plus de 1700 km de routes ont été construits, ainsi que de nouveaux ports et aéroports. Pour mener à bien ces projets, l'assouplissement des normes et réglementations est alors devenu la règle, tandis que la lutte contre la corruption et la protection des droits humains sont passées au second plan derrière les impératifs économiques. Elles en vinrent même à être considérées comme des obstacles à la modernisation du pays.

### **De multiples problématiques, une société civile fragmentée**

Les organisations de la société civile en Indonésie travaillent sur une multitude de problématiques –

gouvernance, pluralisme, environnement, forêts, minorités, genre, climat, catastrophes naturelles, réformes du service public, modifications de la législation – que l'on peut scinder en deux grandes catégories : les questions politico-économiques et les autres.

Parce qu'elles touchent directement les intérêts du monde des affaires et des groupes oligarchiques, certaines problématiques du premier groupe – comme les conflits entre population et entreprises dans les régions riches en ressources naturelles, les normes salariales ou les expulsions en zones urbaines – sont délicates à traiter. Dans le secteur de l'industrie minière, les organisations de la société civile se sont ainsi heurtées à de puissants intérêts privés à Belitung, zone d'extraction de l'étain.

Dans le domaine du logement, les luttes pour la défense des droits des plus démunis sont tout aussi ardues, étant donné la complicité entre les promoteurs immobiliers qui accaparent ces terrains, et certains acteurs politiques. La protection des minorités, en ce compris la communauté LGBT, est un autre domaine épineux dans lequel le gouvernement hésite à s'engager, pour ne pas heurter la sensibilité des principaux groupes religieux.

Progresser sur ces questions politiques et économiques est un travail de longue haleine nécessitant la construction de larges coalitions et la mise en œuvre de stratégies globales pour contrer, dans certaines régions du pays, le pouvoir exorbitant représenté par la connexion entre intérêts commerciaux et monde politique: un obstacle majeur à l'action des mouvements de la société civile indonésiens. Lorsque des questions moins sensibles ne menacent pas les intérêts économiques, le gouvernement dispose de davantage de marges de manœuvre pour intervenir.

La seconde catégorie intéresse les thématiques non économiques et moins politiques, comme le développement humain. Dans ce domaine, les actions des ONG ont permis de sensibiliser les jeunes indonésiens au changement climatique, de conscientiser les mères à l'importance de la vaccination, de l'allaitement maternel ou de l'hygiène alimentaire, ou encore de lancer des campagnes d'information sur la nécessité de réduire la consommation quotidienne de plastique.

Outre la masse de sujets traités et les difficultés à constituer de grandes coalitions, d'autres facteurs divisent la société civile. Il en va ainsi de la politique électorale. Au cours de la dernière décennie, les mouvements et les militants se sont polarisés autour des deux candidats aux élections présidentielles de 2014 et 2019 : Jokowi et Prabowo Subianto. Le premier groupe se définit comme « pluraliste » et le second comme « programmatique/matérialiste ».

En 2017, lors de l'élection du gouverneur de Jakarta, deux candidats s'opposaient au second tour : Basuki Tjahaja Purnama (Ahok) et Anies Baswedan. Membre de la minorité sino-indonésienne et candidat sortant (2015-2017), Ahok était considéré comme un fonctionnaire efficace, car il avait amélioré l'accès aux services publics dans la capitale, même si, pour réaliser son ambition de faire de Jakarta une ville moderne, il n'avait pas hésité à expulser quelque 16000 pauvres. En dépit de cela, il pouvait compter sur le soutien des pluralistes pour son deuxième mandat. Ceux-ci voyaient en lui le futur président, capable de protéger les minorités du pays. Les « programmatiques », quant à eux, lui refusèrent leur appui tout comme les mouvements représentant les pauvres urbanisés, ce que les « pluralistes » n'ont pas manqué de critiquer sur les réseaux sociaux.

En réalité, cette divergence semble surtout traduire un antagonisme de classe, les « pluralistes » appartenant principalement à la classe moyenne et les « programmatiques » à la classe ouvrière. Sur le papier, les deux candidats prétendent défendre les droits humains, mais tandis qu'Ahok défend les droits politiques, Anies défend plutôt les droits économiques. Peut-être s'agit-il d'une simple différence de priorité ? La question divise profondément les organisations, du moins sur les médias sociaux.

### **La montée du conservatisme religieux**

D'autres enjeux ont pesé sur ces élections. Durant leur campagne, Anies et son colistier, l'homme d'affaires Sandiaga Uno, ont sciemment instrumentalisé les thématiques religieuses pour séduire l'électorat et obtenir le soutien des groupes islamistes. Plusieurs ONG ont dénoncé cette instrumentalisation, estimant qu'il s'agissait d'une régression qui n'augurait rien de bon pour la démocratie. Selon elles, les électeurs devaient avant tout voter pour un programme prenant en compte l'intérêt général, y compris celui des minorités, et non pour la religion d'un ou d'une candidat(e).

Comme partout ailleurs, l'enjeu identitaire occupe une place de plus en plus centrale dans le pays.

Depuis les élections de 2019, l'idéologie du régime est à nouveau contestée, comme ce fut le cas dans les années 1950. Jokowi a remporté le scrutin dans les provinces à majorité non musulmane de Java, tandis que des provinces conservatrices, telles que les parties occidentale et méridionale de l'île de Sumatra, l'ouest de Java et les petites îles de la Sonde orientale, se sont ralliées à Prabowo, ce qui témoigne bien de la montée du conservatisme moral et religieux dans le pays.

Ce conservatisme rejette les valeurs humanistes défendues par les ONG, dont la protection des minorités. Les conservateurs ont, par exemple, été très actifs dans la campagne « Indonesia without Feminism », qui réclame le retour au rôle traditionnel des femmes. Les mêmes s'opposent aux projets de loi contre les violences sexuelles, estimant qu'il s'agit là d'une manière détournée d'autoriser la liberté sexuelle et de remettre en question le caractère sacré de la famille. Jugeant les valeurs féministes contraires aux valeurs musulmanes, ils ont également initié la campagne #IndonesiaWithoutFeminism et #MyBodyIsNotMine pour contrecarrer la campagne féministe #MyBodyIsMine.

En fait, ces groupes conservateurs se focalisent uniquement sur des questions de leadership. Jamais ils n'abordent les problèmes structurels croissants auxquels sont confrontés la plupart des Indonésiens. Ils ne s'intéressent ni à l'environnement ni au droit au logement des plus pauvres. Mais ce mouvement traditionaliste a mis les ONG dans une situation délicate. Elles subissent désormais à la fois les pressions de l'État, devenu de plus en plus pragmatique, et celles d'une société de plus en plus conservatrice.

### Quel futur pour la société civile indonésienne ?

Trois éléments se dégagent. Un bilan en demi-teinte d'abord. On observe en effet un mélange de progrès et de régression. Lorsque les problématiques ne touchent pas directement les pouvoirs politico-économiques, de légers progrès peuvent être engrangés. En revanche, dès que des intérêts commerciaux entrent en jeu, les avancées sont médiocres. Les ONG sont ainsi soumises à une double contrainte : le pragmatisme économique de l'État et la montée du conservatisme religieux.

Reste que ce bilan se fonde sur des observations macroscopiques. Des nuances apparaissent dans la vie quotidienne et à l'échelle locale. En outre, une nouvelle génération, appelée à jouer un rôle central dans les prochaines décennies, s'implique aujourd'hui de plus en plus dans des activités sociales. Très actifs dans la résolution de problèmes économiques et sociaux grâce aux nouvelles technologies, ces jeunes peuvent devenir la colonne vertébrale d'une nouvelle société civile indonésienne, capable de décrypter, avec un regard neuf, les réalités politiques et sociales du pays.

**Amalinda Savirani est professeure et chercheuse, cheffe du Department of Politics and Government de l'University Gadjah Mada (Java, Indonésie), autrice notamment de *Reclaiming the state: overcoming problems of democracy in post-Soeharto Indonesia* (2015).**

Cet article est paru sur [www.cetri.be](http://www.cetri.be)



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cettri@cettri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

